

Citoyen du monde à Montrouge

numéro 87 (numéro **triple**) Juin - Juillet - Août 2011

Ouf ! DSK ne sera pas le candidat du PS !

On vit une époque formidable !

Alors que pour le changement climatique les prévisions les plus pessimistes se voient confirmées d'année en année, la communauté humaine ne parvient pas à se mettre d'accord pour éviter d'en rajouter une louche, et les émissions de gaz à effet de serre ne cessent d'augmenter...

Le pic du pétrole est atteint ? On se rue vers les gaz de schistes et les sables bitumineux, quitte à saccager l'environnement. On s'accroche (du moins les pouvoirs publics, en France) au nucléaire, malgré les menaces qu'illustre Fukushima. On reporte ses espoirs sur les agrocarburants, qui concourent pourtant à la flambée des prix alimentaires. Il va bien nous falloir pourtant nous résoudre à regarder sérieusement comment réduire notre consommation d'énergie. La relocalisation est une partie de la solution.

La « guerre contre la drogue », coûteuse et inefficace, conduit non pas à protéger la population des risques qu'elle pourrait prendre pour sa santé, mais, comme aux « beaux » temps de la prohibition aux Etats-Unis, à faire exploser la criminalité. Qui osera la remettre en cause ?

Les banques ont été sauvées de la ruine par les Etats ? Ce sont maintenant elles qui tiennent les Etats à leur merci, et leur imposent des conditions draconiennes, au mépris de la démocratie. La crise de la dette ? « Ce n'est pas une crise, c'est une escroquerie », comme disent les « indignés » de la Puerta del sol, à Madrid.

Mais il y a heureusement de bonnes nouvelles :

- les grands criminels finissent par devoir rendre compte de leurs crimes
- le SIDA ralentit sa progression
- les révoltes arabes, montrent que l'aspiration à la démocratie et à la justice sociale sont universelles
- de plus en plus de jeunes (et de moins jeunes) se mobilisent contre le chômage et la précarité, avec une aspiration exigeante de démocratie.
- et ... DSK ne sera pas le candidat du PS !

Bon été, et revenez combattifs à la rentrée !

Bonnes nouvelles

DSK ne sera pas le candidat du PS.

Il ne faut pas s'y tromper : **DSK était le candidat préféré de l'oligarchie**. « La classe dominante n'est pas homogène, elle compte des sensibilités politiques diverses, de la gauche socialiste à l'UMP, en passant par le centre. Dominique Strauss-Kahn, qui est né à Neuilly, appartient aux mêmes réseaux, ceux-ci ne cessent de s'entrecroiser », observaient Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon, sociologues, dans un article de *Télérama* (cf *CMM*, octobre 2010).

Et c'était aussi le candidat préféré de l'Elysée : « ce qui est sûr, c'est que l'Elysée veut favoriser le sacre de DSK car Nicolas Sarkozy est persuadé qu'il est en mesure de le battre », confiait en mars un rédacteur du « *Journal du dimanche* » (épinglé dans *Le Monde diplomatique*, juin). Le même article du *Diplo* illustre les « entrecroisements de réseaux », en observant que M. Ramsi Khiroun, celui qui passe pour son démineur en chef, originaire de Sarcelles, dont M. Strauss-Kahn fut député-maire, est à la fois le porte-parole du groupe Lagardère et consultant d'Euro-RSCG, une agence de publicité détenue par l'industriel Vincent Bolloré où travaille la garde rapprochée des communicants de DSK ...

Le **train de vie** et le salaire (420 000 € par an) rapprochent plus DSK d'un trader de Wall Street ou d'un rentier des Yvelines [ou de Tête-à-Claques, commentaire JPA] que des classes moyennes en cours de déclassement... (*Politis*, 7 avril).

Mais les **sondages** ? « Ils étaient des sortes de prophéties autoréalisatrices. Ils disaient aux électeurs : « DSK est en tête », et comme les électeurs veulent battre Sarkozy, ils répondent « je suis pour DSK ». et cela se nourrissait, sans autre base politique. Car des « sondés » de droite disaient, eux aussi, du bien de DSK. : il suffit de voir les hommages de droite qu'il a reçus comme président du FMI, même Laurence Parisot y est allée de son couplet dithyrambique. Il faut dire que DSK avait fait des ravages en Grèce, et partout où le FMI était intervenu. L'immense majorité des électeurs se rallieront à celle ou celui qui arrivera en tête pour battre Sarkozy ». (*Gérard Filoche, D&S, mai*). Car, en effet, on en a sa claque, de « Tête-à-Claques » : 63 % des Français (un niveau rarement atteint) souhaitent la victoire de la gauche en 2012, d'après un sondage BVA paru le 31 mai. *Le Monde*, 5-6 juin).

« Le nez vissé sur les sondages, les « électeurs de gauche » auraient probablement choisi DSK. Selon le même calcul électoraliste, Ségolène Royal l'avait emporté en 2006. On sait ce qui advint ensuite. **Un candidat DSK aurait perdu une deuxième élection « imperdable »**. Emaillée de révélations croustillantes sur son train de vie luxueux et son robuste intérêt pour la gent féminine, la campagne de DSK aurait vite perdu de sa superbe, et il aurait chuté dans les sondages. « Bling » de droite bonapartiste contre « bling » de gauche caviar : dans cette empoignade, le président sortant ne pouvait que triompher. » (*Philippe Marlière, Le Monde*, 20 mai).

Et sur le plan politique ?

Il faut se rappeler que DSK fut le ministre de l'économie et des finances qui a « cédé plus d'actifs publics que chacun des trois gouvernements de droite qui l'a précédé », et qu'il proposait, début 1999, une très forte défiscalisation des stock-options... (*Politis*, 7 avril).

C'est dans la première année du quinquennat sarkozyste que DSK fut nommé à la tête du **FMI**. Personne au PS ne se posa la question qui, pourtant, s'imposait : peut-on se réclamer du socialisme et diriger une institution dont la fonction essentielle est de défendre les intérêts du capitalisme globalisé ? ». (*Philippe Marlière, Le Monde*, 20 mai).

Si le problème n°1 c'est la financiarisation du monde et le rapport entre capital et travail, DSK n'était pas une alternative à Sarkozy. (*Christophe Guilly, Politis*, 7 avril).

Quels sont les arguments de ceux qui défendent son bilan ?

Le texte d'un Collectif de ses admirateurs, publié dans *Le Monde* du 3 juin n'invoque que des généralités (appel à la régulation, à l'harmonisation des politiques fiscales, à une social-écologie) ; on y note (tout de même !) que « la réduction du temps de travail n'était pas une erreur » ; et on y trouve cette perle « les Français ne supportent plus, à juste titre, les inégalités accrues et les comportements indécents parmi les plus riches d'entre eux » !

« DSK a convaincu la chancelière allemande des risques systémiques que l'inaction faisait courir à la zone euro. Dès janvier 2008, il a dit ce qu'aucun directeur du FMI n'avait dit : il faut creuser les déficits pour amortir la crise et faire des plans de relance équivalant à 2 % du produit mondial ». (*Daniel Cohen, Le Monde*, 22-23 mai).

« DSK tente de montrer le visage d'un « nouveau FMI » bienveillant et protecteur. Il n'a guère de peine à en convaincre les dirigeants africains. Il devient populaire auprès de la totalité des grands dirigeants du monde. Il obtient un adoucissement des plans de sauvetage de la Grèce ou du Portugal. En l'absence de leadership européen digne de ce nom, il tient l'Europe à bout de bras avec Jean-Claude Trichet qu'il estime être le seul vrai européen. » (*Alain Faujas, Le Monde*, 21 mai).

Chacun jugera... (voir plus loin : Europe : la crise de la dette).

Au passage, cette affaire DSK nous aura amenés à

- déplorer la perversion de **nos institutions bonapartistes**, qui donnent un pouvoir démesuré à un homme, au détriment des idées ; le débat démocratique s'en trouve abaissé ; hélas le passage au quinquennat a renforcé encore le caractère présidentiel du régime ; ce caractère présidentiel est entériné (revendiqué ?) par le PS, qui désormais (concession à Ségolène) choisit son candidat par des primaires ouvertes à tous (à quoi sert alors de militer dans un parti politique ?) ;

- observer l'injustice criante du **système judiciaire** américain, où les riches peuvent être libérés sous caution, où il n'y a pas un juge d'instruction à charge et à décharge, ce qui favorise ceux qui ont les moyens d'avoir de bons avocats pour instruire leur dossier ; or les réformes de Tête-à-Claques sur la justice visent à nous rapprocher de ce système américain (voir plus loin) **DSK**

plaide non coupable. S'il n'est pas cru, il est cuit !

Justice et mémoire. Les grands criminels finissent par devoir rendre compte de leurs crimes.

Ratko Mladic, considéré comme l'un des pires criminels de guerre depuis 1945, va comparaître devant le Tribunal pénal international de la Haye. Il a été inculpé en 1995 pour génocide et crimes contre l'humanité, notamment pour le massacre à Srebrenica, en Bosnie, en juillet 1995, de 8 000 hommes bosniaques tous musulmans. (*Le Monde*, 28 mai).

John Demjanjuk 91 ans, a été reconnu coupable de complicité dans l'assassinat de 28 060 juifs, comme gardien nazi du camp d'extermination de Sobibor, et condamné à 5 ans de prison. Il fait appel. (*Le Monde*, 4 juin).

Vlastimir Djordjevic, général serbe, a été condamné à 27 ans de prison par le Tribunal pénal international pour crimes de guerre ou crimes contre l'humanité contre des Albanais du Kosovo en 1999. (*Le Monde*, 25 février).

En Argentine, un ex-dictateur (le général **Reynaldo Bignone**) et un ancien député (**Luis Pattia**) ont été condamnés à la prison à perpétuité pour des crimes commis sous la dernière dictature militaire (1976-1983). (*Le Monde*, 16 avril). Le général Eduardo Cabanillas a été condamné à une peine de prison à perpétuité pour avoir dirigé un centre clandestin de détention en 1976. Le tribunal l'a jugé coupable de 5 homicides aggravés, 29 détentions illégales et 29 cas de tortures. (*Le Monde*, 2 avril).

Le sida ralentit sa progression.

Entre 2001 et 2009, le taux annuel de nouvelles infections a baissé d'environ 25 %. Mais plus de 34 millions de personnes dans le monde étaient séropositives à la fin 2010, contre 33,3 en 2009. Chaque jour, 7000 nouvelles infections se produisent dans le monde, et, en France, nous découvrons 8000 nouvelles infections par an. La transmission diminue de 86 % avec un traitement bien suivi. A présent, plus de 60 pays ont stabilisé ou réduit le nombre de nouvelles infections. Près de 6,6 millions de personnes dans les pays à faibles et moyens revenus suivraient une trithérapie fin 2010. Mais 9 millions de malades, qui devraient en suivre une, n'en bénéficient pas. L'accès universel à la prévention et aux soins coûterait 15 milliards d'euros par an. Cette somme permettrait de sauver 7,4 millions de vies et d'éviter 12,2 millions de nouvelles infections d'ici à 2020. Pourtant, certains pays (l'Espagne, les Pays-Bas) réduisent leur contribution au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, d'autres ne la versent plus (l'Italie), d'autres (dont la France) rechignent à l'augmenter. (*Le Monde*, 5-6 juin).

L'aspiration à la démocratie et à la justice sociale sont universelles.

Prenant de court tous les analystes et toutes les prévisions, **le peuple tunisien** a demandé et obtenu la fin d'un régime autocratique. Il s'est engagé dans la construction d'un Etat démocratique fondé sur des institutions pérennes. La Tunisie a besoin du soutien (notamment financier) des démocraties occidentales. (*cf appel d'un Collectif*, *Le Monde*, 18 mai).

Il a lancé un profond mouvement démocratique dans le monde arabe, qui trouve même son prolongement au sein de l'Union européenne.

En **Egypte**, depuis la démission d'Hosni Moubarak le 11 février, et le referendum du 19 mars, qui confirme que la population attend l'instauration d'un régime plus démocratique, le pays connaît une série de manifestations, avec au total 846 civils morts, selon un bilan officiel. Les nouveaux élus privilégieront-ils un Etat laïc à l'image de la Turquie ?

Au **Maroc** et en **Algérie**, des réformes sont menées par le régime en place. Au Maroc, où le roi a annoncé des réformes constitutionnelles, des manifestations demandent la reconnaissance écrite de l'égalité des sexes, l'organisation d'élections équitables et transparentes, la création d'une caisse d'indemnisation des chômeurs ou l'éradication de l'analphabétisme. En Algérie, où le pouvoir a pris des mesures pour renforcer le pouvoir d'achat, les émeutes sont quotidiennes, en raison de la crise du logement, du chômage, des bas salaires. Bouteflika s'est prononcé pour une révision de la Constitution.

Au **Bahreïn**, au **Yemen**, en **Syrie**, des manifestations réclament, malgré une dure répression, des changements de régime, de même qu'en **Lybie**, où les rebelles sont soutenus par l'Otan.

En Europe, les « indignés » se mobilisent contre le chômage et la précarité

Puerta del Sol à Madrid, Catalunya à Barcelone, Syntagma à Athènes, Place de la Bastille à Paris, mais aussi à Lyon, Bayonne, Saint-Nazaire, Nancy, Toulouse, Perpignan, Nantes, Grenoble, Bordeaux, Montpellier, ... Des manifestants jeunes et moins jeunes se rassemblent pour protester contre les politiques qui produisent de l'injustice sociale, du chômage et de la précarité. Ensemble, ils essaient d'inventer des solutions. (*Voir plus loin : Europe, la crise de la dette*).

A Berlin, on s'achemine vers la remunicipalisation du service de l'eau.

Le contrat d'exploitation a conduit à une rente de situation pour Veolia et RWE ? Grâce à un référendum, tous les contrats vont être publiés. (*Le Monde*, 15 février).

En Ile de France, on fait un pas vers l'unification des tarifs des transports urbains.

A partir du 1^{er} juillet, les usagers des zones 1 à 4 subiront une hausse moyenne de 2,7 % (au lieu de 3,9 % l'an dernier). Les usagers de la zone 5 ne subiront pas de hausse ; la zone 6 disparaît pour fusionner avec la zone 5. Ainsi pour un voyageur abonné au Pass Navigo mensuel, le prix de la zone 1 à 6 passera de 123,60 à 109,90 € dès cet été. Le carnet de 10 tickets T+ augmente de 0,50€. (*Métro paris*, 6 juin).

Changement climatique

Les émissions mondiales de CO₂ ont atteint leur plus haut niveau historique en 2010. Elles exposent la planète à un risque de réchauffement incontrôlé. Alors qu'une partie du globe, de la France à la Chine, subit un exceptionnel épisode de sécheresse, phénomène qui pourrait devenir de plus en plus fréquent, le climat semble n'avoir jamais été aussi absent des préoccupations des puissants qui nous gouvernent. Pour avoir une chance (hélas de moins en moins probable) de maintenir le réchauffement sous la limite de 2 °C d'ici à la fin du siècle, les émissions de CO₂ doivent non seulement cesser d'augmenter mais commencer à baisser dès 2015. Cet objectif nécessite des investissements massifs dans les énergies renouvelables et les économies d'énergie. Or pour l'instant, les engagements de réduction des émissions de CO₂ ne représentent que 60 % de l'effort nécessaire. *(Le Monde, 1^{er} juin)*

L'avenir incertain du protocole de Kyoto hypothèque le marché carbone. Les négociations internationales sur le climat ont repris à Bonn le 6 juin sans perspective de réels progrès. Les Nations unies mettent en garde contre un vide juridique après 2002. *(Le Monde, 9^e juin)*

Le stockage en sous-sol du CO₂ pourrait présenter des dangers *(Le Monde, 3 février)*

Avril 2011, deuxième mois le plus chaud en France depuis 1900.

De mémoire de paysan, on n'avait jamais vu pareille sécheresse (en France). L'usage de l'eau est désormais limité dans 60 départements. L'agriculture, à l'origine de 50 % de la consommation d'eau en France, va devoir réviser ses pratiques et ses choix (remplacer une partie des surfaces semées en maïs par des cultures moins gourmandes en eau comme le blé, le colza, le sorgho) *(Le Monde, 5-6^e juin)*.

Fin du pétrole

Le baril de Brent se vendait à **116 \$** à Londres le 6 juin.

La consommation mondiale d'énergie a augmenté en 2010 de 5,6 % (la Chine étant devenue le 1^{er} consommateur, 20,3 % devant les Etats-Unis, 19 %, la Russie, 5,8% et l'Inde 4,4 %). *(Le Monde, 10^e juin)*.

Pic de production en Arabie Saoudite. Le 17 avril 2011, l'Arabie Saoudite a annoncé que depuis le début du mois, elle n'avait pas pu fournir du pétrole en quantité suffisante : une baisse de production de 700 000 barils par jour a été observée et devrait être durable, malgré les efforts pour ouvrir de nouveaux puits. Cela représente une baisse d'environ 10 % pour le pays et d'un peu moins de 1% au niveau mondial. *(Silence, juin)*.

Des énergies fossiles, on va vous en trouver ! Quitte à bousiller encore plus l'environnement !

L'exploitation des **sables bitumineux** consomme beaucoup d'eau et d'énergie, et génère d'importants déchets liquides et toxiques. Le pétrole issu des sables bitumineux (au Canada, au Venezuela principalement) représente près de 2% de la consommation mondiale. Bruxelles envisage de pénaliser le pétrole dit « non conventionnel ». *(Le Monde, 22-23 mai, Silence, mars)*.

En France, les réserves estimées d'**huiles et de gaz de schistes** pourraient représenter jusqu'à dix ans de consommation gazière !

... Mais l'exploitation de ces huiles et de ces gaz est dangereuse pour l'environnement [*alors, pour 10 petites années, le jeu en vaut-il la chandelle ?*]. Pour les libérer de la roche où ils sont emprisonnés, il faut fracturer le schiste à plus de 2000 m de profondeur, en injectant, à de très fortes pressions, de l'eau mélangée à du sable et à des adjuvants chimiques (2500 produits, dont des substances cancérigènes et polluantes...), avec le risque de polluer les nappes phréatiques. Aux Etats-Unis, des accidents ont conduit à la contamination de l'eau au robinet et des forages ont dévasté les paysages dans certains Etats. J L Borloo avait signé l'an dernier des permis d'exploration pour aller sonder les richesses gazières de l'Aveyron, de l'Ardèche et de la Drôme. La forte mobilisation citoyenne en France a obligé le gouvernement à reculer (ou à faire semblant...), et à faire examiner une loi sur l'exploitation des gaz de schiste. Cela tourne à l'imbroglio juridique. *(Le Monde, 3-4 avril, 20 avril, 5 mai, 9 juin)*.

Après Fukushima, pour le nucléaire, on est moins chaud !...

La Suisse fermera progressivement ses cinq centrales nucléaires d'ici à 2034. L'Allemagne planifie la fin de l'énergie nucléaire d'ici à 2022. La Franche-Comté souhaite la fermeture de la centrale de Fessenheim. La région Centre veut sortir du nucléaire... *(Le Monde, 31 mars, 17-18 avril, 27, 31 mai)*.

Et les risques, en France ? La France est le pays le plus dépendant du nucléaire au monde : 80 % de la production nationale d'électricité, avec 58 réacteurs. Or ce qui s'est passé à Fukushima pourrait bien se passer en France. Une demi-douzaine de sites connaissent des risques sismiques importants, dont la centrale de Fessenheim, la plus vieille du pays (34 ans de service). Et surtout les dysfonctionnements du système de refroidissement peuvent se produire sans séisme : perte d'alimentation, inondations, pièces défectueuses, etc. Le faible débit des fleuves (lié au changement climatique) peut rendre le refroidissement des centrales plus difficile. La question de la **sortie du nucléaire** est posée. *(Politis, 17 mars, Le Monde, 31 mai)*

En outre, de nombreuses questions se posent sur l'**industrie nucléaire** française : mal organisée, monoproduit, surfant sur des prévisions irréalistes et pourvue d'un modèle économique fragile, elle pourrait bien connaître le même destin que le Concorde. L'Agence pour l'énergie nucléaire de l'OCDE tablait, en 2008, sur une multiplication par 1,5 à 3,8 de la puissance installée dans le monde d'ici à 2050. Or, le compte n'y sera pas. On recense actuellement 64 réacteurs en construction dans le monde (en

1979, il y en avait 233) ; et sur ces 64, une dizaine le sont depuis plus de 20 ans : autant dire que leur chantier est à l'arrêt et a peu de chances d'aboutir. Enfin, 40 % des chantiers sont localisés dans un seul pays, la Chine. La perspective à laquelle l'industrie nucléaire doit faire face est celle d'un **déclin**. L'atonie du nucléaire contraste avec le dynamisme du déploiement des industries renouvelables : pour la 1^{ère} fois en 2010, les capacités installées dans l'éolien, la biomasse et l'énergie solaire ont dépassé celles du nucléaire dans le monde.

Le chantier de l'EPR à Flamanville a 2 ans de retard et son coût s'est envolé de 3 à 5 milliards d'euros. L'EPR vendu à la Finlande a 4 pris près de 4 ans de retard et son coût a doublé. Aux yeux de certains analystes, l'ensemble des coûts (construction, combustible, maintenance, gestion des combustibles usés, démantèlement) rend aujourd'hui le nucléaire moins compétitif que l'éolien ou le solaire photovoltaïque (qui ont en outre l'avantage d'être déployés plus rapidement).

Mais du point de vue de l'émission des gaz à effet de serre ? Bien que fortement nucléarisée, la France n'émet pas radicalement moins de gaz à effet de serre que ses voisins, car des usages majeurs, comme le transport ne sont pas concernés. « Les renouvelables, la cogénération et l'efficacité énergétique peuvent permettre d'éviter l'émission de 2 à 20 fois plus de carbone par dollar investi, et cela 20 à 40 fois plus vite que les nouvelles centrales nucléaires », selon Amory B. Lovins, expert au Rocky Mountain Institute. (*Alternatives économiques, juin*)

[Combien est peu avisée notre politique industrielle ! La France a tout misé sur le nucléaire, ce qui lui a fait prendre un retard important sur les énergies renouvelables et les économies d'énergie ; ses autres domaines de prédilection, aéronautique, construction automobile, sont également menacés de déclin. Il nous faudrait une véritable politique industrielle, capable d'anticiper. Un Plan !]

Alors, les agrocarburants ? C'est la ruée vers les terres agricoles en Afrique, pour la production d'agrocarburants : 3,2 millions d'hectares en Afrique subsaharienne, dont plus de la moitié sont liés à 11 sociétés britanniques. Viennent ensuite l'Italie, l'Allemagne, la France, les Etats-Unis, le Brésil et la Chine. Le groupe Crest Global Green Energy détiendrait à lui seul 900 000 hectares au Mali, en Guinée et au Sénégal ; le groupe Gem Biofuels, 450 000 hectares à Madagascar. La plupart du temps, sans retombées positives pour la population locale.

L'utilisation croissante de terres pour produire des agrocarburants menace les écosystèmes et alimente la flambée des prix des produits alimentaires, en réduisant les surfaces consacrées à leur culture. (*Le Monde, 3 juin*).

Le nucléaire n'est pas inéluctable. Mais en sortir suppose de fortes économies d'énergie, dont il va bien falloir parler dans le débat politique. L'Allemagne, malheureusement pour nous, va accentuer son avance.

L'association Négawatt (qui regroupe 350 professionnels) estime possible de réduire les consommations d'au moins 30 % sans contrainte majeure, en traquant les gaspillages, en favorisant les équipements les plus efficaces (lampes fluocompactes, bâtiments basse consommation, transports économes, etc), en abandonnant le chauffage électrique (au profit du chauffage solaire et au bois). On sait diviser par 10 la consommation des édifices anciens. (*Politis, 17 mars, Le Monde, 16 mars*).

La ministre de l'écologie, Nathalie Kosciusko-Morizet, a lancé une consultation sur les économies d'énergie. Mais, échaudés par la minceur des résultats du Grenelle de l'Environnement, les associations consultées (Réseau Action-Climat, Amis de la Terre, Greenpeace, WWF, Comité de liaison des énergies renouvelables, Réseau sortir du nucléaire, Hélios) ont décliné : « la mission principale qui incombe aujourd'hui au gouvernement n'est pas de définir un nouveau plan d'action, mais de passer à l'action », ont-elles répondu. Par exemple, la taxe poids lourd, les plans climat énergie territoriaux, de nombreuses mesures ont déjà été acceptées mais attendent les décrets d'application. (*Le Monde, 3 juin*).

Relocalisation

Alternatives économiques consacre, dans son numéro de juin, un dossier à la « mondialisation : le début de la fin ? »

La mondialisation concourt en effet à la crise écologique, à la désindustrialisation, à la dépossession du citoyen.

Quelques constats glanés dans ce dossier :

En France, une première étude de l'INSEE parue en 2005 conclut à une perte de 13500 emplois par an entre 1995 et 2001 du fait de la mondialisation. En 2010, une nouvelle étude du même institut monte le bilan à 36 000 **emplois perdus** par an entre 2000 et 2005. Certes, c'est 14 fois moins que l'impact des gains de productivité, réalisés par les entreprises, mais ce n'est pas négligeable.

L'avènement de porte-conteneurs géants a permis de **quadrupler le nombre de tonnes transportées** par voie maritime (près de 90 % du commerce mondial) entre 1970 et 2008. Dans le même temps, le fret aérien a été multiplié par 13 et achemine désormais près de 40 % du commerce mondial en valeur.

Si le transport maritime représente en moyenne 4 % du **prix** final des biens manufacturés, cette proportion atteint 10 à 20 % pour les matières premières agricoles, et jusqu'à 25 ou 30 % pour les matières premières industrielles.

Les avantages de la Chine en termes de coût s'estompent rapidement : les salaires y auraient augmenté de près de 70 % entre 2005 et 2010, alors que les gains de productivité ralentissent et que la monnaie chinoise s'apprécie. A ce rythme, le coût du travail en Chine, qui représente aujourd'hui 31 % de celui des Etats-Unis, pourrait passer à 44% en 2015, voire près de 70 % dans la région de Shanghai.

Mais lorsque l'entreprise sous-traitante s'est appropriée un **savoir-faire** productif que ses donneurs d'ordre ont perdu, alors **la délocalisation est un aller sans retour**.

Et une proposition :

Il y a un protectionnisme de nature écologique, qui consiste à taxer les produits provenant de pays qui n'appliquent pas certaines réglementations. Se pose ensuite la question de la différence en matière de coût salarial. Il faut induire une convergence par le haut. (*Jacques Sapir*).

Population mondiale

Le Monde diplomatique de juin consacre un intéressant dossier à la population mondiale, dénonçant de « fausses évidences ».

La « population mondiale » n'existe pas : le monde est composé de populations diverses, aux indicateurs démographiques (taux de natalité, espérance de vie) différents et aux modes de peuplement variés, comme le montrent les extraordinaires variations de la **densité** (de 1141 habitants par km² au Bangla Desh à 5,2 au Gabon. La densité la plus élevée est de 16 235 hab/ km² à Monaco, la plus basse est de 1.8 en Mongolie ; en France, elle s'établit à 114 ; aux Etats-Unis à 31. Considérer l'agrégat moyen de cette variété, c'est se condamner à ne rien voir. Transitions démographiques en cours dans différents pays du Sud, hiver démographique dans certains pays du Nord, vieillissement de la population, urbanisation sans précédent : voilà qui dégage un paysage démographique inédit. S'y ajoute la question des circulations migratoires : 214 millions de personnes résident de façon permanente dans un autre pays que celui où elles sont nées. Les facteurs économiques en sont le moteur principal. (*Gérard François Dumont*).

Viellissement : en 2050, près de 4 **Japonais** sur 10 (38%) auront 65 ans ou plus. L'âge médian sera de 55 ans au Japon, 48 ans en **Chine**, 45 ans en **France**, 37 ans en **Inde**.

Dans les **pays arabes**, la part des 20-25 ans dépasse les 20 %. L'instruction généralisée des garçons puis celle des filles ont conduit à l'éveil des consciences, peut-être même à un certain désenchantement du monde, et induit une sécularisation de la société. Les jeunes universitaires au chômage ont été les premiers à se révolter. Les taux de fécondité rejoignent désormais ceux des pays européens. Vers 2050, la part des 15-25 ans retombera entre 12 et 15 % .

La **Russie** est en voie de dépeuplement : natalité en berne, forte mortalité, peur des immigrants... Ce phénomène donne la mesure du traumatisme lié à l'effondrement de l'Union soviétique. La fin de l'URSS a été marquée par un très net recul de l'espérance de vie masculine (qui a chuté, entre 1988 et 1995, de 65 à 58 ans).

Drogue

Au **Mexique**, depuis qu' en décembre 2006, afin de regagner un peu de légitimité, le gouvernement Calderon a « déclaré la guerre » aux cartels de la drogue, 34 600 personnes ont été assassinées ; 5397 personnes sont enregistrées comme « disparues » ou « absentes ». La patience des Mexicains est à bout. Les manifestations se multiplient. Le but de la guerre actuelle, note *John M. Ackerman* dans *Proceso* (cité par *Courrier international* du 14 avril) « semble être plutôt l'extermination de notre jeunesse que la lutte contre le trafic de drogue . L'absence d'une véritable participation démocratique explique également l'échec des efforts pour professionnaliser la police et la justice, ainsi que pour combattre la corruption et le blanchiment d'argent ». La population est victime à la fois des violences des trafiquants et de la répression des forces de l'ordre.

« La Commission mondiale sur les politiques en matière de drogue, présidée par les ex-présidents Fernando Henrique Cardoso (Brésil, 1995-2003), César Gaviria (Colombie, 1990-1994), et Ernest Zedillo (Mexique, 1994-2000) recommande de **traiter la consommation de drogues comme un problème de santé publique**, de réduire la consommation grâce à des politiques de prévention, et de punir le crime organisé, oui, mais en menant en parallèle une politique de décriminalisation. » (*Carlos Fuentes, dans Reforma, Mexico, cité par Courrier international du 1^{er} juin*).

« La lutte mondiale contre les drogues a échoué, avec des conséquences dévastatrices pour les individus et les sociétés du monde entier », écrit en effet cette Commission. De 1998 à 2008, la consommation d'opiacés a augmenté de 35,5 %, celle de cocaïne de 27 % et celle de cannabis de 8,5 %. La Commission recommande la dépénalisation de la consommation de drogues et la légalisation du cannabis. Sont cités en exemple le Portugal, l'Allemagne et l'Australie, qui ont délaissé la criminalisation des utilisateurs au profit du traitement et de l'aide, contribuant à une baisse ou une stabilisation de la consommation. L'ONU estime à 250 millions le nombre d'usagers de drogues dans le monde.

En outre, un marché réglementé, qui aiderait les toxicomanes plutôt que de les emprisonner serait beaucoup moins dispendieux pour les contribuables. Aux Etats-Unis, l'emprisonnement d'un dealer ou d'un toxicomane coûte de 20 000 à 50 000 \$ par an. Selon Richard Branson, fondateur de la marque Virgin, « 1000 milliards de dollars ont été dépensés pour gagner cette guerre impossible à remporter ». (*Le Monde, 4 juin*).

En France, dans les cités, la guerre à la drogue n'entame en rien le niveau du trafic, malgré les opérations spectaculaires engagées à grand renfort de police, d'annonces et d'images.

Selon l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies, le cannabis a été consommé par 3,9 millions de Français en 2005 (derniers chiffres). Comme les autres stupéfiants, la consommation du cannabis est punie par la loi de décembre 1970 par un an de prison et 3750 € d'amende. Stéphane Gatignon, maire de Sevran, qui en a appelé à une intervention de l'armée à la suite de violences ayant fait un blessé dans une école primaire, plaide pour une légalisation du cannabis, en estimant qu'elle tarirait à la source le financement des dealers. (*Le Monde, 8 juin*).

Sur les près de 600 000 (!) gardes à vue effectuées en France chaque année, 211 000 résultent d'infractions « révélées par l'action des services » de police qui se répartissent en 84 000 infractions à la législation sur les stupéfiants, 80 000 infractions à la législation sur les étrangers (et 47 000 « autres infractions »). (*Le Monde, 2 juin*).

Obésité

Près d'un tiers de l'humanité se trouve en surpoids. L'épidémie explose dans les pays émergents. Les causes sont multiples (malbouffe, sédentarisation, stress, prédisposition génétique), et une fois la surcharge pondérale installée, le traitement reste pour l'essentiel inefficace. Il faut donc prévenir son apparition, et ce, **dès le plus jeune âge**. Le programme Epode (« Ensemble, prévenons l'obésité des enfants »), fondé sur l'éducation à la nutrition avec l'implication la plus large possible des acteurs

locaux (enseignants, médecins, associations sportives, industriels) a permis en cinq ans de faire baisser, dans dix villes pilotes, la prévalence de l'obésité et du surpoids de près de 10 %. (*Le Monde*, 27 mai).

Europe

La crise de la dette.

Les banques, la finance dérégulée sont les seules responsables de la crise de 2007-2009. Les Etats ont dépensé des milliards d'euros pour renflouer les banques et restaurer les profits des entreprises. Ils ont « nationalisé les pertes » en transférant aux Etats une partie de l'énorme dette privée accumulée avant et pendant la crise.

Et maintenant, ils veulent faire payer les frais de cette crise aux salariés, aux jeunes, aux retraités européens et profiter de ce qu'ils appellent la « pédagogie de la dette » pour utiliser cette dernière comme bélier contre les acquis sociaux, comme bulldozer pour livrer aux multinationales les services publics. Le plan d'aide à la **Grèce**, qui soutient la Grèce comme la corde soutient le pendu, prévoit ainsi la privatisation d'une partie des services publics essentiels (port, aéroport, télécommunication, électricité, gaz...) pour un montant de 50 milliards d'euros, soit 21 % du PIB de ce pays.

En **Irlande**, le déficit public s'élevait à 0% en 2007. Mais l'éclatement de la bulle immobilière et la crise des « subprimes » amenaient les banques irlandaises au bord de la faillite. L'Union européenne et le FMI imposaient alors à l'Etat irlandais de nationaliser les banques et de prendre les dettes à sa charge. L'Etat irlandais devait donc déboursier, entre 2008 et 2010, 46 milliards d'euros pour renflouer les fonds propres des banques et 31 autres milliards pour leur permettre d'apurer une partie de leurs actifs toxiques. Le déficit public est donc monté à 7,3 % du PIB en 2008, 14 % en 2009, et 32 % en 2010. En 3 ans la dette publique a donc augmenté de 55 % du PIB. La récession frappait l'Irlande. Le taux de chômage passait de 0 à 14 % de la population active. Et le gouvernement irlandais, chassé depuis par les électeurs, acceptait le plan de laminage du salariat irlandais imposé par l'Union européenne et le FMI.

En **Espagne**, la montée vertigineuse du prix de l'immobilier a été nourrie, gavée par la spéculation immobilière et les prêts immobiliers accordés par les banques sans la moindre retenue. Et lorsque la bulle immobilière a explosé, en 2008, les créances douteuses des banques espagnoles ont amené le système bancaire au bord de la faillite. C'est au minimum 100 milliards d'euros que l'Etat espagnol va devoir trouver, à des taux exorbitants. Et pour « rassurer les marchés », Zapatero s'attaque aux salaires, aux allocations sociales, à l'emploi public. Résultat : plus de 20 % de la population active se retrouve au chômage.

Les grandes banques européennes, malgré leur responsabilité écrasante, ne sont pas mises à contribution. Au contraire, leurs profits ont retrouvé leurs niveaux d'avant la crise et elles spéculent de plus belle, en particulier contre les dettes publiques de la Grèce, de l'Irlande, du Portugal et de l'Espagne. Comme dit Susan George : « si les banques sont trop grandes pour faire faillite, elles sont aussi trop grandes pour être laissées au secteur privé ».

Loin d'apporter une solution aux problèmes économiques de ces pays, les plans d'austérité qui leur sont imposés plongent leur économie dans la récession, la dette publique devient irremboursable.

Les socialistes européens devraient annoncer qu'ils organiseront, partout où ils sont au pouvoir, un audit citoyen de la dette, débouchant sur la restructuration ou l'annulation des dettes publiques jugées démocratiquement comme illégitimes. (*JJ Chavigné, D & S, mai*).

Les solutions à apporter doivent être à la hauteur de l'ampleur de la crise. D'importantes remises en cause sont nécessaires.

Car « à peu de choses près, les discours droite-gauche sont les mêmes. MM Zapatero, Papandréou et Socrates, socialistes revendiqués, se sont tous engagés à appliquer avec zèle les recettes du FMI. Quant à certains de nos socialistes français, ils s'apprêtaient à choisir pour candidat le directeur du FMI lui-même... Accablés par des fautes qu'ils n'ont pas commises, les peuples ne se sentent plus ni représentés, ni défendus. De plus en plus, l'alternance gauche-droite s'apparente en Europe à un mécanisme qui fonctionne dans l'indifférence des peuples. Le plus souvent sans eux [l'abstention]. Parfois avec eux, dans un réflexe machinal de sanction des gouvernements sortants. (*Denis Sieffert, Politis, 9 juin*).

Une véritable rupture est possible et aujourd'hui indispensable : elle consistera non pas à «rassurer les marchés», mais à organiser leur désarmement systématique, en commençant par leur enlever leur premier moyen de chantage, la possibilité de spéculer sur les dettes publiques. Avant la crise, l'origine de la dette se trouvait dans la baisse des recettes dues aux cadeaux fiscaux faits aux ménages les plus riches et aux entreprises. Au moment de la crise financière, les Etats ont été obligés d'injecter massivement des liquidités dans le circuit économique pour empêcher l'effondrement du système bancaire et la transformation de la récession en vague dépressive. L'explosion des déficits publics trouve donc sa racine dans le comportement des opérateurs financiers qui sont à l'origine de la crise.

Les dettes publiques sont donc largement illégitimes et un **audit public de la dette** devra permettre de décider de ce qui sera remboursé ou effacé. La BCE devra pouvoir, sous contrôle démocratique européen, financer les déficits publics conjoncturels. Une **réforme fiscale** d'ampleur, au niveau national comme européen, permettra à l'action publique de retrouver des marges de manœuvre. Ces mesures supposent donc la volonté politique de rompre avec la domination des marchés financiers sur la vie économique et sociale. Cette volonté politique n'existe pour le moment pas. Il faudra donc l'imposer. Le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, a parlé de «révolution silencieuse» à propos des mesures prises actuellement par l'Union. Nous parlerions plutôt de contre-révolution, mais, alors que Barroso s'en réjouit, nous ne pouvons que déplorer le quasi-silence, notamment en France, sur ces questions pourtant capitales. Comme le crient les manifestants de la place Puerta del Sol : «Ce n'est pas une crise, c'est une escroquerie.» Ces politiques mènent l'Union européenne dans le mur : il est grand temps d'inventer autre chose.

(*Thomas Coutrot Coprésident d'Attac, Pierre Khalifa Coprésident de la fondation Copernic, Verveine Angeli Syndicaliste, Daniel Rallet Syndicaliste Extraits d'une tribune publiée dans Libération le 7 juin*).

France

La France prend modèle sur la justice américaine : un système d'une violence extrême.

Si l'on n'y prend pas garde, l'idéologie sécuritaire emportera le système du juge « gardien des libertés », installé à la sortie de la 2^{ème} guerre mondiale. A force de s'inspirer de l'exemple américain, prototype du modèle sécuritaire, nos juges sont peu à peu réduits à n'être qu'un simple maillon de la « chaîne pénale ». Trop « indépendants », trop « laxistes », ils gênent. Il s'agit de les mettre au pas. Au détriment de la démocratie.

Parmi les 2,3 millions de personnes qui sont détenues aux Etats-Unis, vous avez essentiellement des gens pauvres, issus des minorités ethniques. Des gens qui ont été le plus souvent mal défendus par des avocats commis d'office, débordés, et sans moyens financiers pour mener les investigations nécessaires à la défense de leurs clients. Car aux Etats-Unis, il n'y a pas de juge d'instruction chargé d'enquêter à charge et à décharge. L'enquête à décharge revient entièrement à la défense. L'inégalité est criante. Comme on le voit dans l'affaire DSK, l'inhumanité concerne aussi la victime, dont la défense va s'efforcer de salir, par tous les moyens, l'honneur et la réputation, en fouillant tous les recoins de sa vie pour savoir si elle n'a pas un jour commis une faute, menti, connu un jour une vie sentimentale tumultueuse.

Depuis quelques années, il existe en France une tendance lourde à s'inspirer de l'exemple américain. Le « **plaider coupable** », par exemple, a été introduit chez nous en 2004 (loi Perben II). Au départ, pour rassurer, on l'a limitée aux petits délits jugés en correctionnelle, mais aujourd'hui certains proposent de l'étendre aux cours d'assises. En 2005, ont été créées les « **peines planchers** », qui empêchent le juge de fixer une peine en dessous d'un certain seuil. Et en 2008, la **réétention de sûreté**, qui permet de maintenir enfermés les prisonniers en fin de peine. Au nom de leur dangerosité potentielle. On ne croit plus dans la possibilité pour chacun de s'améliorer. Alors que l'immense majorité des gens qui passent devant nos tribunaux, qui sont condamnés, ne recommencent pas.

Nous venons de battre le **record historique du nombre de détenus en France** : 64 500 personnes sont sous les verrous. **On projette de supprimer le juge d'instruction** pour le remplacer par un Procureur de la République dont le statut dépendant du pouvoir exécutif est une promesse de docilité. On s'appête à installer, à l'horizon 2014, des jurés populaires dans les tribunaux correctionnels ainsi qu'auprès du juge d'application des peines, avec l'idée qu'ils seront plus répressifs que les juges professionnels. Et l'on **déconstruit la juridiction des mineurs** en permettant que les jeunes de 16 à 18 ans soient jugés par des tribunaux correctionnels. (*Serge Portelli, Télérama, 4 juin*).

Vidéosurveillance : le plan « 1000 caméras », une priorité de la politique de sécurité du gouvernement, est très peu efficace contre la délinquance.

L'impact en termes de détection d'infractions autres que routières se situe à seulement 1 à 2 % du total des infractions sur la voie publique traitées par les services de police ou de gendarmerie sur le territoire de la municipalité concernée.

Pour que la vidéosurveillance soit plus efficace, il faudrait qu'elle soit couplée avec les forces de police présentes dans la rue, afin d'accroître le niveau d'information des policiers, mais aussi de diminuer leur temps d'intervention. Les caméras perdent toute efficacité lorsqu'elles ne sont pas reliées à aucun système de visionnage en temps réel et qu'une municipalité ne peut qu'espérer, par exemple, récupérer le matin une image exploitable d'une infraction commise la veille. Dès lors, la situation française apparaît dans toute son absurdité puisque la vidéosurveillance est promue par les pouvoirs publics comme une contrepartie à la réduction des effectifs policiers... (*Eric Heilmann, Tanguy Le Goff, Laurent Mucchielli, Le Monde, 31 mai*). [et à Montrouge, quel est le bilan ?]

Seuls, 10 % des enfants de moins de 3 ans ont une place en crèche !

Ce sont les parents qui gardent, dans 63 % des cas, les enfants de moins de 3 ans (un tiers environ d'entre eux, le plus souvent des femmes, le font par contrainte et non par choix). Sinon, il faut recourir à une assistante maternelle, et cela coûte plus cher aux parents. (*Le Monde, 20 mai*) [une absurdité, en ces temps de chômage de masse !]

Courrier des lecteurs

MM : je voulais te dire combien j'ai apprécié ton article "Vivre mieux en dépensant moins" du dernier *CMM*. Avec habileté, dans un style simple, le social, l'économie libérale, et l'écologie avec leurs solutions sont exposés : voilà un article à faire suivre.

Quoi, un numéro triple ? Mais il n'y a que 8 pages ! Remboursez !

Sur le site <http://pagesperso-orange.fr/citoyens-a-montrouge> on peut lire notamment d'anciens numéros de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et des notes de lecture, ...). Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse électronique à jean-paul.alletru@wanadoo.fr. N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.